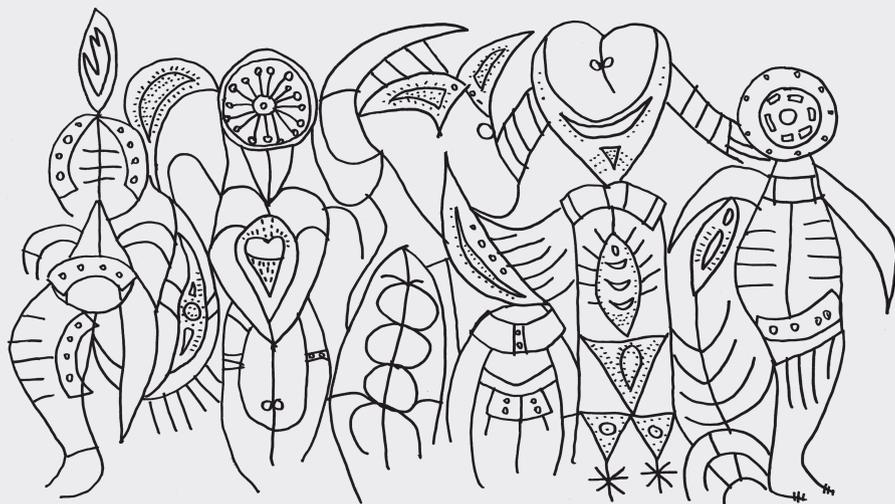


SOUS LA DIRECTION DE
SABINE LAMOUR, DENYSE CÔTÉ
ET DARLINE ALEXIS

DÉJOUER LE SILENCE

Contre-discours sur
les femmes haïtiennes



les éditions du remue-ménage

La place des femmes et la recherche économique en Haïti

Frédéric Gérald Chéry

DANS CE TEXTE, LE SAVOIR est considéré comme un bien collectif dont la production de manière intense et méthodique en Haïti est susceptible de conduire au renforcement de cette société et à une redistribution des rapports de force entre les groupes sociaux et les genres. Le constat est que la production intellectuelle et l'acquisition des savoir-faire sont négligées chez les acteurs haïtiens alors que les sociétés similaires à la nôtre font de la réflexion scientifique et technique un enjeu et un des facteurs de l'amélioration du bien-être tant individuel que collectif. Nous nous demandons si ce désintérêt des acteurs haïtiens pour les sciences ne serait pas en lien avec la présence importante des femmes dans le secteur productif où elles sont déjà plus présentes et mieux positionnées que les hommes pour capitaliser leurs expériences dans une optique de développement national et de construction individuelle. En partant de cette question, ce chapitre évoque une autre préoccupation. Si l'économie haïtienne devrait se réorganiser, comment les hommes et les femmes pourraient-ils constater une avancée ou un recul relatif de leurs positions dans les sphères politique et économique? Cette question est légitime dans la mesure où un bien collectif, même accessible de manière ouverte et sans restriction, peut avoir un impact différencié sur les catégories (hommes et femmes) en inférant des stratégies disjointes de stimulation ou de freinage de la promotion de ce bien. En tenant compte de cette possibilité, nous nous demandons en quoi la présence active des femmes dans le secteur productif peut-elle avoir une

certaine influence sur la recherche économique en Haïti. Pour répondre à ces différentes questions, nous évoquerons les contextes sociaux qui fondent la place des femmes dans le système productif tout en octroyant une importance mineure à la recherche. Nous discuterons aussi des mécanismes de renoncement à la recherche du fait de la place des femmes dans les familles et indirectement dans l'économie nationale. Nous terminerons en montrant l'enjeu du problème pour Haïti aujourd'hui.

Les contextes sociaux de la présence des femmes dans l'économie haïtienne

En observant les ressorts de la division sociale et sexuelle du travail dans l'économie haïtienne, nous pouvons évoquer certaines données de nature historique et sociologique qui expliquent la présence des femmes dans les rouages de l'économie nationale. En premier lieu, leur présence dans le secteur productif et dans la distribution marchande des vivres et des denrées est due à la manière dont cette économie s'est forgée pendant l'effort de guerre de l'indépendance. Au moment où les hommes étaient sur les champs de bataille, les femmes devaient s'atteler au travail agricole. D'ailleurs, les premiers dirigeants noirs l'ont voulu à travers la lutte contre le vagabondage des femmes dans les villes. Avant cela, l'esclavage les avait déjà considérées comme des femmes fortes et devant assumer des rôles importants dans le secteur productif. Plus tard, après l'indépendance, pour éviter d'être enrôlés dans des guerres civiles, ces mêmes hommes ont dû éviter de prendre les routes en laissant aux femmes le travail de colportage qui les a amenées vers les activités de distribution des biens sur le marché national et les marchés étrangers.

La place des femmes dans les rouages de l'économie familiale se reflète dans les statistiques. Selon l'IHSI (2010), 40,3 % des ménages ont une femme à leur tête. Pourtant, les données montrent qu'elles consacrent par semaine moins d'heures au travail que les hommes dans les emplois rémunérés, soit 49 heures pour les hommes contre 44 pour elles dans le secteur privé formel, 42 heures contre 34 dans

l'administration publique, 48 heures contre 45 dans le secteur informel, mais 58 heures par semaine quand elles sont employées au sein des ménages. Aussi, aux heures passées en dehors de la famille, faut-il adjoindre leur travail non rémunéré. En effet, en général, la majorité des hommes participent peu à l'organisation de l'économie interne des familles où le travail des filles et des femmes est plus sollicité que celui des garçons et des hommes, ce que montre Sabine Lamour (2017). De plus, l'observation montre que les femmes sont plus impliquées dans des associations locales visant à l'organisation de la vie économique et que celles-ci les éloignent des activités politiques où les hommes prédominent.

De ce fait, pour des raisons d'ordre historique, les femmes haïtiennes ont acquis des savoir-faire et des compétences sociales que l'on croit destinés aux femmes, c'est-à-dire transmis dès lors aux filles par l'apprentissage. Par exemple, les filles sont insérées vers l'âge de douze ans dans les activités marchandes (Brown, 2001). L'enjeu ici est de savoir si ces compétences féminines peuvent donner lieu à un savoir écrit et aboutir à des savoirs scientifiquement validés dans le cadre d'un processus de développement. Il s'agit d'un chantier énorme exigeant une validation nationale des compétences et l'amélioration des savoir-faire au moment où les acteurs sociaux expriment une velléité de construire l'économie nationale. Étant donné qu'elles sont déjà présentes dans la sphère économique, elles pourraient jouir d'une soudaine amélioration de leurs conditions de vie s'il se produisait une extension étatique de la protection sociale. En effet, elles disposeraient de plus de temps pour se préparer à exercer un travail rémunéré. Cette activité de validation des savoir-faire, pourtant nécessaire pour dynamiser l'économie nationale, est rarement envisagée en Haïti. Va-t-on mettre à l'écart ces acquis ou les améliorer? Cette question déterminante pour la configuration de l'économie haïtienne devrait être discutée. En plus d'être actives dans les secteurs agricole, manufacturier et dans les services, les femmes sont les plus présentes dans des activités non rémunérées au sein des familles, permettant que les autres individus exercent une activité économique rémunérée, qu'elles soient en couple ou qu'elles soient cheffes de famille. Peut-il exister une orientation de la recherche susceptible d'éclairer leur place? Tout

cela dépend des relations politiques qui traversent la société haïtienne et qui influencent les rapports de genre.

Les rapports de force et de genre au sein de l'économie haïtienne

En Haïti, la mobilisation des individus dans des activités pénibles et mal rémunérées dépend de la perpétuation de relations politiques et économiques axées sur des inégalités sociales justifiant l'extorsion du travail. Depuis l'époque coloniale, cette société est organisée sur du travail spolié, marquant les rapports de force et influençant les rapports de genre. Et avec les transformations de l'économie nationale émergent d'autres formes de travail mal rémunéré qui sont majoritairement le lot des femmes. Pourtant, aucune prédisposition biologique ne désigne une catégorie, les femmes dans ce cas, à exercer des activités qui exigent un temps relativement long et des efforts physiques importants, ou du travail non rémunéré. Cependant, avec les changements diffus affectant les structures productives d'Haïti, les femmes glissent peu à peu vers des positions exigeantes en termes de pénibilité et de temps investi qui se retrouvent dans les services, dans le secteur manufacturier ou sous forme de travail non payé au sein des familles. Leur présence massive dans les industries de sous-traitance et dans le petit commerce suffit à étayer cette assertion. Elles sont aussi très présentes dans la sphère domestique, où elles préparent les autres membres de la famille à mener des activités rémunérées. Ce travail non payé donnera lieu à du travail rémunéré au profit d'autres individus. Ce jeu subtil des rapports de force se fait au détriment des femmes. Car, entretemps, d'autres activités s'offrent aux hommes : des activités spéculatives, par exemple, ou des activités dans une sphère politique génératrice de retombées économiques. Or les mutations de la sphère économique ne devraient pas entraîner la recomposition des hiérarchies sociales et des rapports de genre. Et les biens collectifs (système de protection sociale, lois encadrant le travail, mode de partage des revenus, scolarité, etc.) devant soutenir la promotion et la mobilité des individus sont un lieu de compréhension différenciée du travail et des relations entre les sexes.

Dans ce cadre, il apparaît que la plupart des biens dont la disponibilité dépend d'une politique publique manquent aux individus et sont plutôt offerts par les familles. C'est le cas de la protection, selon cette stratégie qui veut que le groupe familial combine ses moyens (monétaires et en temps de travail à l'interne et à l'externe) afin de promouvoir certains de ses membres au profit de la famille. De ce fait, l'enfant bénéficie de ce que la famille apporte, notamment à travers les femmes, et non de ce que la société génère comme biens collectifs. Et même si elles sont les plus appauvries, les femmes ne sont sollicitées pour des projets publics et privés qu'en dernier ressort, ce que démontrent les projets haïtiens supposément les mieux exécutés : ils ne contribuent ni à créer des emplois ni à permettre aux individus d'accéder aux normes d'une économie répondant à leurs besoins. Ces situations sont la cause de déficits sociaux que les femmes sont sommées de corriger. Car, pour compenser ces projets générant peu d'opportunités nouvelles, les femmes et les filles, à travers une mise en commun des moyens de la famille, sont souvent appelées plus que les hommes à fournir du travail non rémunéré afin de pouvoir placer des membres de la maisonnée dans les secteurs qui rapportent des revenus importants, lesquels ne sont pas toujours liés à du travail productif. C'est le cas, par exemple, de ceux qui s'investissent en politique. Souvent, les hommes de la famille sont les principaux bénéficiaires de cette stratégie dont les résultats se mesurent en termes de postes gagnés dans des sphères politiques, administratives et économiques valorisées. C'est à ce niveau, entre autres, que doivent être revus les discours différenciés des hommes et des femmes en rapport avec l'économie et le politique. Les hommes reprennent un discours général sur le politique qui accorde une importance moindre aux activités économiques où les femmes sont pourtant très présentes. De là émerge une forme subtile de mise au silence des femmes.

L'engagement des femmes dans l'économie nationale est donc plus important que ce qu'indiquent les statistiques officielles. Par le biais du travail non rémunéré, elles occupent en effet un rôle important dans la prise en charge des besoins sociaux, en supportant une sorte d'économie vitale mais où certains types de travail ne sont pas comptabilisés, où aucune évaluation objective et monétaire des

contributions de chacun n'est faite. Les femmes deviennent alors des proies. Elles sont ancrées dans une sorte d'économie de rente qui requiert que les familles prédisposent certains de leurs membres, les femmes, à fournir du travail mal ou non payé alors que certains autres se préparent aux opportunités économiques. Les activités économiques des femmes deviennent ici des éléments d'une stratégie d'étape dans la construction des individus et qui annonce sans doute des revenus relativement importants que pourront gagner les hommes dans d'autres espaces. Il faudra regarder la manière dont la recherche statistique investit ces espaces imbriqués mais distincts (famille ou sphère publique, politique et économique) et la manière dont la loi établit la contribution des différentes catégories sociales à cette économie.

Ainsi, le secteur marchand ne saurait offrir aux femmes du travail rémunéré et valorisant en leur garantissant l'accès à la protection sociale sans remettre en question les inégalités politiques fondamentales de la société. Le maintien des femmes dans l'espace domestique permet en effet de consolider la place dominante des hommes dans des rapports politiques de captation, qui se reflètent même au sein des familles. Le capital végète, mais ses taux de profit sont très élevés. Au-delà de cet ancrage, d'autres causes structurantes déterminent la place des femmes dans les rouages de l'économie familiale. C'est le cas de la transmission bloquée entre les générations. En effet, puisque les pères apportent peu aux enfants en termes de patrimoine économique, il s'avère difficile de reprendre et d'améliorer les savoir-faire, la production culturelle et intellectuelle. Tous ces indices démontrent que la société fait peu pour encourager le développement économique et l'épanouissement des femmes.

La production et la validation de la recherche

Dans la phase actuelle de construction de l'économie haïtienne, l'enjeu des politiques économiques et de la recherche en sciences sociales porte sur la manière dont les acteurs sociaux pensent et organisent le déplacement des frontières entre l'espace domestique où les femmes

dominant et l'espace des activités rémunérées. Au départ coincées dans la sphère domestique, les femmes n'ont accès ni à l'emploi ni à la protection sociale, ni aux loisirs ou aux biens culturels. Cela nous fait dire qu'une politique nationale qui vise à élargir l'espace marchand et à mobiliser le travail des femmes doit être conçue de manière à sortir les individus, notamment les femmes, de la petite économie familiale. Cela ne se fera que si les services sociaux sont mieux organisés au profit des individus afin de compenser le fait que les femmes consacrent à l'externe plus de temps aux activités productives rémunérées. Dans ce cadre, la scolarité gratuite, les repas des enfants à l'école, les dispositifs publics de soins, la garde et la gestion des activités de loisir, les politiques de formation professionnelle et technique, de santé sexuelle et reproductive orientées vers les jeunes, déchargeant les familles de certains soucis, deviennent des enjeux des politiques publiques.

Si la stratégie de la famille est d'assigner un ou plusieurs de ses membres, notamment féminins, au travail domestique, à l'inverse, l'État doit viser l'amélioration des forces productives par l'utilisation des compétences professionnelles et l'employabilité des femmes. Ici, il s'agit de valider les savoir-faire ou la requalification de la force de travail. Ses politiques doivent contribuer à faire sortir l'épargne de la famille afin de faire croître les investissements et de salarier la population. Les femmes seront alors peu à peu libérées des tâches de protection au sein des familles. Les pouvoirs établis peuvent intervenir dans cet espace pour déjouer les logiques de captation du travail domestique entravant l'accumulation économique. L'offre de protection sociale facilite par exemple la collecte d'un volume d'épargne facilitant l'investissement, la création d'emplois et éventuellement l'expansion de la protection sociale. Tout cela dépend des rapports de force à l'œuvre dans la société et de la nature des rapports de domination existant entre les hommes et les femmes.

Si l'on observe les projets exécutés en Haïti, même avec les bailleurs de fonds les plus exigeants et les procédures les plus performantes, on voit que ces projets cantonnent les femmes dans le petit commerce ou dans la petite économie familiale. Souvent, les gestionnaires s'abstiennent de valider les normes sociales qui auraient pu

contribuer à améliorer la situation économique des femmes. Dans ces conditions, au lieu de constater un déplacement des frontières entre les sphères marchande et familiale, on assiste à un repli des individus dans leurs familles. De tels projets de modernisation créent en effet un passif social colossal dont des femmes doivent assumer la charge, puisqu'ils créent peu d'emplois et ne permettent pas aux jeunes de s'insérer dans une économie performante; beaucoup d'entre eux doivent en effet se reposer sur les activités économiques de leurs mères et de leurs sœurs pour survivre. À ce niveau, certains indices montrent que la construction des femmes en tant que supports économiques des autres membres de leur famille a un impact sur la conception de l'économie nationale ainsi que sur l'orientation de la recherche en sciences économiques. Le politique semble en effet concevoir la société de la même manière que ces projets que nous avons décrits et qui excluent les femmes.

Les mécanismes d'exclusion des sujets de recherche

La division sexuelle du travail détermine l'orientation de la production intellectuelle et des contenus de savoirs économiques. Du fait de la position dominante des hommes dans l'allocation des revenus au sein des ménages, certaines réalités sociales sont adroitement soustraites à titre d'objets de recherche économique, et ce, par le biais d'un discours politique. Les groupes sociaux fixent les sujets dignes d'un savoir objectif et éligibles au financement en fonction des intérêts qu'ils servent. Par exemple, l'engagement économique des femmes dans les économies locales, donc au niveau des communes haïtiennes, comme groupe faisant circuler l'argent ou encadrant les activités productives, est souvent occulté au profit d'un discours politique portant sur la conquête des places dans les rouages de l'État où les hommes prédominent. Cette situation a un impact dans la façon dont l'économie est pensée en Haïti.

Certains sujets intéressant les bailleurs de fonds et les élites économiques font davantage l'objet d'un financement ou d'une attention du public. Des colloques sont régulièrement organisés sur l'infor-

mation financière, mais jamais sur l'emploi et les conditions de travail impactant davantage la vie des femmes. Nos acteurs engagent les moyens pour diffuser l'information sur des sujets supposés importants tels que les investissements directs, la finance, la création d'entreprise, le microcrédit, etc. Cela ne signifie pas pour autant la présence en Haïti d'une dynamique de recherche impliquant les spécialistes concernés par ces questions et une production intellectuelle correspondante. Et, puisque certains besoins sont assumés par la famille sans engager la responsabilité de l'État, la nécessité d'une réflexion sur lesdits besoins n'est pas présente. Car les faits qui soulèvent les besoins populaires demeurent jugés indignes pour la recherche.

Dans cette économie où il est possible de tirer des ressources du travail des femmes en vue d'assurer la promotion de toute la famille, les hommes refusent de compter les heures de travail que leurs sœurs, mères ou femmes ont dépensées pour mieux les positionner ou pour assumer la charge des enfants. Ils repoussent cette approche comptable des réalités économiques. De plus, les acteurs en charge de la protection sociale se désintéressent de cet aspect de la vie sociale. À la place de mesures de protection émerge plutôt au sein des groupes dominés un discours composé de promesses reliant les femmes et les hommes au regard de positionnements spécifiques dans les luttes politiques. Par exemple, une femme peut présumer que ses conditions de vie changeront si son conjoint accède à un poste politique ou administratif. Et ce discours d'un espoir économique pour ces femmes pénètre les sphères médiatiques et conduit indirectement à la validation d'une forme de savoir.

En fait, les hommes refusent d'aborder les questions économiques, quoiqu'éminemment politiques, portant sur la protection sociale, l'alimentation, le temps de travail ou la quantification du travail non rémunéré. S'effectue alors un marchandage entre les sexes à propos des stratégies économiques familiales, à travers un discours populaire privilégiant les activités de la sphère politique, dont les élections. Grâce à ce discours subtil, les hommes tentent de dire aux femmes : « prends soin de la maison et des enfants. Moi, je fais de la politique. Je me positionne pour gagner un revenu important. Plus tard, la maison aura le gros lot. Débrouille-toi pour me soutenir.

Fais-moi un crédit politique». Ce discours présume que le champ économique n'aurait plus besoin d'être réorganisé. Il s'agit d'une économie de la promesse politique, que les médias reprennent en entravant les démarches des femmes dans la sphère économique où se négocient leurs droits. En parvenant à réunir le couple autour de ce discours, les hommes pourront se lancer en politique, espace qu'ils prisent puisqu'ils considèrent qu'il leur serait rapidement possible d'en tirer quelques subsides pour la famille. On ne parle pas ici de la sphère économique, mais plutôt des positions à occuper par les hommes ou d'un candidat à soutenir. Les personnes les moins versées dans la sphère économique sont donc mobilisées dans une stratégie de surreprésentation politique, laquelle entrave toute approche réellement économique. Dans ce contexte, le politique, dominé par les hommes, s'oppose à la diffusion des savoirs sur l'économie.

La valorisation des potentialités des hommes se fait donc souvent dans la sphère politique et au détriment de l'organisation de la sphère économique où les femmes sont les plus présentes. De ce fait, les hommes s'investissent à l'externe et les femmes s'attachent à la sphère familiale. Cette réalité prend forme dans un discours populaire qui impose un consensus implicite, à travers les médias et la recherche scientifique, voulant qu'il faut placer les hommes dans la sphère politique afin de pouvoir assurer la place des femmes dans la famille ou dans la petite économie familiale, parfois même à l'aide du microcrédit. Le mari croit qu'il réussira assez vite dans la sphère politique et que faire de la politique amènera des possibilités de mieux gérer la famille et la société. Les médias relaient ce contenu et cette orientation du discours à travers certains dispositifs de validation que sont les débats radiophoniques où l'on ne parle presque pas d'économie. Par là, la société tout entière se met à refuser toute volonté de mieux comprendre ses réalités économiques et à contrer les codifications prenant en compte les sphères où les femmes sont bien implantées. Or, discuter des limites et des perspectives de cette approche de la vie économique s'avère incontournable.

Les stratégies politiques haïtiennes conduisent à une dévalorisation des sphères contrôlées par les femmes et à la minoration des mesures devant y être appliquées. Il en résulte des pratiques les dédiant

à la prise en charge des enfants. Les hommes ne peuvent imaginer une femme qui ne soit tous les jours en train de tenir la maison. Ils ne savent pas non plus remettre en question l'économie familiale qui les propulse dans des sphères valorisées. Pourtant, les statistiques de l'IHSI confirment l'impasse de la position des femmes, ainsi que leur difficulté à trouver un emploi quand elles ont les mêmes diplômes que les hommes. Ceci indique que les femmes haïtiennes ne se situent pas seulement dans l'économie familiale, mais aussi dans la sphère marchande avec de plus en plus de diplômes. Ceci appelle à la mise en place de règles garantissant leur sortie du ghetto de l'économie familiale. Pourtant, la recherche économique, marquée par ces rapports de pouvoir sociaux, refuse de porter un nouveau regard sur ces réalités des femmes haïtiennes.

Références

- Anglade, M. N. (1986). *L'autre moitié du développement: à propos du travail des femmes en Haïti*, Port-au-Prince/Montréal, Alizés/ERCE.
- Bastien, R. (1985). *Le paysan haïtien et sa famille: vallée de Marbial*, Paris, Karthala.
- Brown, K. M. (2001). *Mama Lola. A Vaudou Priestess in Brooklyn*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
- Institut haïtien de la statistique (IHSI) (2010). *Enquête sur l'emploi et l'économie informelle (EEEI)*, Premiers résultats de l'enquête emploi phase I, Port-au-Prince.
- Lamour, S. (2017). *Entre imaginaire et histoire: une approche matérialiste du potoman en Haïti*, thèse de doctorat, Université Paris-VIII.
- Saint-Louis, V. (1999). *Système colonial et problèmes d'alimentation. Saint-Domingue au XVIII^e siècle*, Montréal, CIDIHCA.